

Chypre : Russie, Europe, Turquie & les autres..lorgnent son gaz

Un prêt de l'UE de 10 milliards d'€.

Alors que le Parlement chypriote, en session extraordinaire, adopte une loi sur la restructuration du système bancaire, en vue du plan de sauvetage que Chypre doit finaliser avant lundi, (dont une taxe exceptionnelle, qui pourrait s'élever à 15% selon la télévision publique, sur les dépôts bancaires à partir de 100.000 euros)....

Les ministres des Finances de la zone euro annoncent qu'ils se réunissent dimanche soir à Bruxelles, pour tenter de trouver une solution à cette crise qui menace Chypre de banqueroute.

Mais Chypre peut aussi compter sur le soutien de la Russie qui lorgne le gaz chypriote

Un prêt russe de cinq milliards d'euros

Car le gouvernement pourrait présenter des actifs en garantie pour un prêt russe de cinq milliards d'euros qui éviterait de taxer des déposants russes. dans les banque chypriotes.

La Russie a des accords similaires en Biélorussie et en Ukraine : un échange de créances du monopole gazier russe Gazprom en actifs des deux pays.

l'Histoire récente de Chypre (source : wikipedia.fr) :



la partie nord (40 % du territoire occupés par l'armée [turque](#) depuis [1974](#), y compris une partie de sa capitale [Nicosie](#)) autoproclamée [République turque de Chypre du Nord](#) (RTCN) le 13 novembre [1983](#), qui n'est reconnue que par la [Turquie](#). La [Ligne verte](#) dite « ligne Attila », la sépare du reste du pays. Elle est peuplée presque exclusivement par des Chypriotes d'origine turque (qui formaient 18 % de la population avant 1974^[3] et par des Turcs issus de la politique de colonisation organisée à partir de [1974](#) ; un village mixte avec minorité Chypriote grecque, subsiste dans la presqu'île de Karpassia ou Kirpaşa. Depuis [2004](#), l'[Organisation de la conférence islamique](#) accorde à la RTCN le statut d'observateur sous le nom d'« État turc de Chypre ». L'[Azerbaïdjan](#) et le [Pakistan](#) sont les rares pays présentant le souhait de considérer cette République autoproclamée comme un État à part entière.

Le plan de l'[ONU](#), dit [plan Kofi Annan](#), approuvé par l'[UE](#) en [2004](#), visait à [réunifier l'île](#) avant son intégration dans l'U.E.: il est accepté par 65 % des [Chypriotes turcs](#), car il permet une reconnaissance légale de l'autonomie du territoire au sein de l'état chypriote, tout en ouvrant la [ligne verte](#), mais rejeté par 75 % de l'électorat chypriote grec parce qu'il limite à 33 % le nombre de réfugiés autorisés à rentrer chez eux et à récupérer leurs biens. De ce fait, lorsque, le [25 avril 2004](#), la [République chypriote](#) est entrée dans l'Union européenne (bien que l'Union européenne se disait réticente à accepter une île divisée), la partie nord se trouva [de facto](#) exclue. Cette adhésion est due en grande partie aux pressions diplomatiques de la Grèce, qui menaçait de bloquer les 9 autres adhésions prévues en 2004 ([Estonie](#), [Hongrie](#), [Lettonie](#), [Lituanie](#), [Malte](#), [Pologne](#), [République tchèque](#), [Slovaquie](#) et [Slovénie](#)) si Chypre en était exclue en raison de la partition^[4]. Il est ainsi précisé aux termes du protocole n° 10 du Traité d'Adhésion à l'Union européenne de [2003](#) que toute l'île de Chypre appartient [de jure](#) à l'Union européenne^[5], y compris la partie échappant [de facto](#) au contrôle de la République de Chypre et où l'acquis communautaire est suspendu. Le statut

de l'île est donc devenu un point de contentieux majeur des [relations entre la Turquie et l'Union européenne](#). Néanmoins sur le terrain des progrès ont été faits vers un statut fédéral *de facto*, les deux entités ayant ouvert des points de passage dans la [Ligne Attila](#) et permis aux habitants de chaque côté de se rendre dans l'autre.